

## Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

### Voyons-nous la lumière au bout du tunnel?

L'ensemble des membres de l'OMC se sont réunis le 25 octobre afin de faire rapport des progrès réalisés à l'égard de l'ensemble de Bali après une autre semaine de consultations intenses. « [TRADUCTION] Nous avons réalisé d'importants progrès dans les trois secteurs [ensemble de Bali], a déclaré le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo. C'est une transformation ».

Les membres sont effectivement convenus de deux projets de décisions portant sur les pays en développement – les déclarations de dérogation à l'égard des services et les règles d'origine – qui sont désormais considérées comme étant prêtes pour les ministres. Pour ce qui est de la facilitation des échanges (FE), le président, l'ambassadeur Sperisen-Yurt, a dit que la section I du texte traitant des aspects techniques des négociations sur la FE a bien progressé et qu'il y a désormais « davantage de texte sans crochet qu'entre crochets ». Cependant, il reste encore du travail à faire sur la section II (le traitement spécial et différencié, l'aide technique et le renforcement des capacités), car les membres continuent d'avoir des avis divergents pour ce qui est de savoir si les pays développés s'engageraient d'abord envers l'aide technique et financière pour aider les membres en développement à mettre en œuvre l'accord, si ce dernier groupe refusait de rendre ses engagements exécutoires.

S'agissant de l'agriculture, on constate une convergence sur la notion que la clause de paix pour la sécurité alimentaire devrait s'appliquer uniquement aux cultures de première nécessité et que son application ne devrait pas être généralisée, a rapporté le président, l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, M. John Adank. Cependant, les pourparlers sur la transparence devant sauvegarder d'éventuels débordements sur le marché international, ainsi que sur ce qui serait inclus dans le programme de travail d'après-Bali, se poursuivent. On peut faire la même remarque au sujet de la concurrence à l'exportation, pour laquelle les membres travaillent toujours sur le libellé convenant à une déclaration politique à Bali, et l'administration des CT, qui est toujours un champ de bataille entre la Chine et les États-Unis au sujet du traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement. L'Argentine s'est dite inquiète du manque de progrès dans ce secteur de l'ensemble de Bali.

Comme il reste environ 10 jours ouvrables pour se préparer à la 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM9), il semble y avoir un sentiment généralisé que les membres peuvent parvenir à une entente à temps pour Bali, a déclaré M. Azevêdo avec force. Le directeur général de l'OMC a mené des consultations sur des questions précises qui exigent une « attention urgente », notamment les éléments de la proposition du G-33 sur la sécurité alimentaire, la concurrence à l'exportation et le coton.

### Le C-4 a déposé des propositions pour Bali

Les quatre pays producteurs de coton sub-sahariens (Bénin, Burkina Faso, Tchad et Mali), également appelés le C-4, ont diffusé une nouvelle proposition le 25 octobre, dans laquelle ils demandent de nouveaux engagements à l'égard de l'accès en franchise de droits et sans contingent, ainsi que des subventions pour le coton. On s'y attendait, mais le créneau pour présenter leur proposition a commencé à se fermer, et les observateurs commençaient à douter que ce soit fait à temps.

La proposition, présentée par le Burkina Faso au nom du C-4, exhorte les pays développés à accorder un accès en franchise de droits et sans contingent au coton dès le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et presse les pays en développement de faire de même en augmentant leurs importations de coton originaires des pays les moins avancés (PMA).

L'enjeu de la franchise de droits et l'absence de contingent a été une pierre d'achoppement, car les États-Unis ont refusé d'accorder l'accès en franchise de droits et sans contingent à 100 % aux PMA, parce que les exportateurs de textile africains craignent la concurrence du Bangladesh. La proposition, cependant, ne cible que l'accès des produits du coton. Les PMA étaient censés déposer une autre proposition générale sur la franchise de droits et l'absence de contingent, mais par suite des divergences entre ses propres membres, ils n'ont pas encore diffusé de projet.

Du côté des subventions, la proposition du C-4 demande une élimination immédiate de toutes subventions à l'exportation restantes pour le coton dans les pays riches, et vise à s'attaquer intensivement au soutien interne l'année prochaine, dans le but de réduire les subventions pour le coton ayant des effets de distorsion d'ici la fin de 2014. Le C-4 a fait valoir que les subventions des pays développés ont causé un tort à leurs industries respectives et a réclamé des indemnités pour couvrir les pertes économiques provoquées par le soutien au coton des pays riches. Le projet de modalités de 2008 demande une réduction globale du soutien ayant des effets de distorsion des échanges pour le coton supérieure aux réductions sur d'autres produits agricoles, dont on n'est pas encore convenu.

La proposition comprend également un renforcement de l'aide au développement pour le coton, notamment en la rendant solidaire de l'aide au commerce plus générale. En outre, elle préconise un suivi régulier et d'autres renseignements sur le coton. Les pays n'y ont pas encore réagi, bien que certains membres en développement pensent que la proposition était bien calibrée pour Bali.

## Touche-t-on au but?

« [TRADUCTION] Nous avons réalisé des avancées considérables dans des secteurs dans lesquels, pendant des mois, les négociations étaient intraitables, a déclaré M. Azevêdo, expliquant que dans certains secteurs, les membres étaient « à deux doigts de parvenir à un accord final ». Cependant, il reste encore quelques négociations très ardues qui nous attendent, a-t-il ajouté.

« Au cours des prochains jours, nous commencerons également des conversations informelles avec les membres, tant sur le plan individuel que collectif, sur la façon dont nous devrions formuler les résultats ministériels [le travail en cours de l'OMC, les résultats attendus de Bali, les enjeux du PDD (Programme de Doha pour le développement), les enjeux non liés au PDD qui ne sont pas encore des éléments réguliers de travail pour Bali] ».

« La ligne d'arrivée est claire et bien en vue. Je pense que nous pouvons arriver » a déclaré M. Azevêdo.

## Prochains événements

- Consultations intensives sur l'ensemble de Bali, 14-31 octobre 2013
- Délai pour l'ensemble de Bali, 31 octobre 2013
- Conseil général, 5-6 nov. 2013 (provisoire)
- 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali
- Conférence ministérielle du PTP, 7-9 décembre 2013, (Singapour) (à confirmer)

*Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca/](http://www.chep-poic.ca/).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers  
of Canada  
Les Producteurs laitiers  
du Canada



Chicken Farmers  
of Canada  
Les Producteurs de  
poulet du Canada

EGG FARMERS  
OF CANADA  
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS  
D'ŒUFS DU CANADA  
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS  
OF CANADA  
LES ÉLEVÉS DE DINDON  
DU CANADA

Canadian  
Hatching Egg  
Producers



Les Producteurs  
d'œufs d'incubation  
du Canada